TOGOMATIN

N° 1675 DU VENDREDI 06 NOVEMBRE 2026

QUOTIDIEN TOGOLAIS D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS GENERALES / Prix : 250 FCFA

Coopération

Aného et Xiamen envisagent un partenariat de jumelage

La Commune des Lacs 1 et la métropole chinoise de Xiamen explorent les possibilités d'un jumelage destiné à renforcer leur coopération. Une visite de prospection a été effectuée le jeudi 29 octobre 2026 à Aného, chef-lieu de la commune, par la ministre ...



PAGE 3

SOCIAL



Togo - Chine/ Auspicious Ark

Les autorités togolaises accordent leur bénédiction à l'initiative

La Commune des Lacs 1 et la métropole chinoise de Xiamen explorent les possibilités d'un jumelage destiné à renforcer leur coopération. Une visite de prospection a été effectuée le jeudi 29 octobre 2026 à Aného, chef-lieu de la commune, par la ministre, secrétaire générale de la présidence du Conseil, Sandra Ablamba Johnson, et l'ambassadrice de Chine au Togo, Wang Min.

PAGE 3

BUSINESS



Téléphonie mobile au Togo

Sun King dévoile des smartphones EZ 3 et EZ 3 Pro avec un paiement flexible

Acteur majeur de l'énergie solaire hors réseau, l'entreprise Sun King continue de diversifier son offre au Togo. Ce mercredi 4 novembre 2026, la société a réuni à Lomé, des clients, jeunes et acteurs du numérique pour présenter sa toute nouvelle gamme de téléphonie mobile : les modèles EZ 3 et EZ 3 Pro.

PAGE 11



Togo-Gabon

Dynamique de consolidation des relations d'amitié et de coopération

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a reçu en audience, le mercredi 4 novembre 2026, Maximin Mangoualamangoye, ambassadeur de la République gabonaise au Togo.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Le Togo clôture la 9e édition de l'exercice maritime Grand African NEMO

Attaque de pirates, incendie en mer et trafic d'armes : trois menaces simulées ont mobilisé les forces de défense et de sécurité togolaises pendant 3 jours. La 9e édition de l'exercice maritime Grand African NEMO 2026 s'est achevée le mercredi 4 novembre à Lomé.

Organisée par la préfecture Maritime avec l'appui de l'Union européenne (UE) et la participation de la marine nationale française, l'opération a réuni environ 300 participants issus de 24 administrations. Elle a permis de tester la capacité des services nationaux à coordonner leurs moyens face aux risques maritimes.

Les manœuvres ont également éprouvé la coopération régionale prévue par l'architecture de Yaoundé. Dans un scénario de trafic illicite, le Nigeria a signalé un navire suspect au Bénin, qui a ensuite alerté le Togo, conduisant à une interception simulée.

Au-delà de la sécurité, cet exercice répond aux enjeux économiques du Golfe de Guinée. En 2025, le port de Lomé a traité 2,4 millions d'EVP, en hausse de 16 % sur un an. La sécurisation des routes maritimes demeure donc essentielle à la fluidité des échanges commerciaux.

PRODUITS FNFI

Echos des bénéficiaires

Porozy Zabla : du commerce ambulant à l'ambition de produire son propre maïs

Avant de devenir une commerçante de céréales et d'épices au marché de Kara, Porozy Zabla ...

PAGE 2

Banque

CBI Togo confie sa direction à Michel Kodzo Gafan et Jean-Marie Kompaoré

Coris Bank International Togo ouvre une nouvelle étape de son développement avec une équipe dirigeante renouvelée. Michel Kodzo Gafan prend les fonctions de directeur général, tandis que Jean-Marie Kompaoré rejoint l'établissement comme directeur général adjoint. Cette nouvelle gouvernance entend consolider ...



PAGE 4

CMJN



SOMMAIRE

Potasse et Phosphates
Pourquoi Washington se positionne sur les futurs projets africains



P 5

Viande rouge
Toutes les informations à connaitre pour éviter une consommation nuisible



P 10

Coopération
Aného et Xiamen envisagent un partenariat de jumelage



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Porozy Zabla : du commerce ambulant à l'ambition de produire son propre maïs

Avant de devenir une commerçante de céréales et d'épices au marché de Kara, Porozy Zabla a commencé avec une bassine de maïs sur la tête et la volonté de gagner sa vie. De quartier en quartier, elle a construit son activité et son indépendance financière. Déjà entrepreneure lorsqu'elle découvre le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), elle bénéficie du produit Accès des pauvres aux services financiers (APSEF) en 2016, puis obtient, en 2023, un financement de 3 000 000 FCFA à travers le produit Nkodédé. Aujourd'hui, elle nourrit une ambition supplémentaire : devenir productrice de maïs pour mieux maîtriser son approvisionnement. Retour sur son histoire.

À ses débuts, son commerce se faisait au rythme de ses pas. Une bassine de maïs sur la tête, elle parcourait les quartiers pour proposer ses céréales et ses épices aux ménages. Il fallait marcher longtemps, convaincre les acheteurs et parfois accepter de rentrer avec une partie des ventes non écoulée. Sous le soleil, la fatigue s'accumulait, tandis que les recettes variaient d'une journée à l'autre. Les responsabilités familiales ne lui laissaient pas toujours le temps de souffler. Il fallait aussi mettre de côté l'argent nécessaire pour renouveler les achats, sans confondre les recettes du commerce avec les dépenses du foyer. « Il y a des jours où l'on rentre fatiguée sans avoir vendu autant qu'on l'espérait.



Porozy Zabla

Mais le lendemain, il faut se relever et recommencer. On ne peut pas laisser les difficultés décider à notre place », se confie-t-elle. Ces premières années lui apprennent à connaître les habitudes des clients, à négocier et à gérer chaque recette avec précaution.

En 2016, alors qu'elle possède déjà une expérience du commerce, Porozy bénéficie du produit APSEF du FNFI. Cet appui lui permet de renforcer une activité qu'elle a elle-même mise en place. Elle poursuit son évolution et finit par développer sa présence au marché de Kara, où les clients peuvent désormais la retrouver pour acheter leurs céréales et leurs épices. Cette installation lui offre une meilleure proximité avec sa clientèle, mais le travail reste exigeant. Il faut surveiller les prix d'achat, renouveler les stocks et proposer des produits de qualité à des tarifs accessibles. La concurrence impose également de rester attentive aux attentes des acheteurs. « J'ai appris qu'une commerçante doit avoir les yeux partout : sur ses achats, sur ses dépenses, mais aussi sur ce que les clients viennent réellement chercher. C'est cette attention qui permet de durer », affirme-t-elle.

Une activité qui grandit, de nouvelles ambitions qui naissent

Avec les années, Porozy acquiert une meilleure maîtrise de son commerce. Elle connaît les habitudes de sa clientèle, les périodes de forte demande et les contraintes liées à l'approvisionnement en céréales et en épices. En 2023, elle obtient un financement de 3 000 000 FCFA à travers le produit Nkodédé. Cet appui lui donne une capacité financière plus importante pour renforcer ses achats et répondre aux besoins de ses clients. Pourtant, une difficulté demeure : elle dépend encore des agriculteurs et des grossistes revendeurs pour se procurer le maïs qu'elle commercialise. Les prix et les disponibilités ne sont donc pas toujours sous son contrôle. Cette réalité nourrit une nouvelle ambition. « Quand on dépend toujours des autres pour s'approvisionner, on ne maîtrise pas tous les paramètres de son activité. J'aimerais pouvoir décider moi-même du moment où je produis, de la quantité que je récolte et de ce que je garde pour la vente », explique-t-elle.

Son prochain objectif est de se procurer plusieurs hectares pour cultiver son propre maïs. Elle souhaite organiser sa production, conserver une partie des récoltes et constituer des stocks qui lui permettront d'approvisionner son commerce sans dépendre systématiquement des intermédiaires. Ce projet représente une nouvelle étape : passer du rôle de commerçante à celui de productrice, tout en maîtrisant davantage le circuit entre le champ et le marché. Son engagement ne s'arrête toutefois pas à ses activités économiques. Dans son quartier, Porozy est très présente auprès des habitants. Elle échange avec eux, partage son expérience et conseille volontiers les personnes qui souhaitent entreprendre ou mieux gérer leurs activités. Elle veut ainsi mettre son expérience au service d'autres personnes, notamment celles qui cherchent encore leur voie. Après avoir appris le commerce sur les routes de Kara, elle regarde désormais vers la terre, avec l'ambition de cultiver elle-même ce qu'elle vend.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel

IFSI

fnfi
Fonds National de la Finance Inclusive

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo-Gabon

Dynamique de consolidation des relations d'amitié et de coopération

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a reçu en audience, le mercredi 4 novembre 2026, Maximin Mangoualamangoye, ambassadeur de la République gabonaise au Togo.

Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de consolidation des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et le Gabon. Elle a notamment permis aux deux personnalités d'évoquer les pistes de renforcement de leur collaboration et d'identifier de nouveaux axes de coopération au service du développement de leurs pays respectifs.

Les échanges ont particulièrement porté sur les relations entre les deux institutions parlementaires, avec un intérêt marqué pour le partage d'expériences en matière de bicaméralisme. Le rapprochement entre les deux Parlements et le renforcement de leur collaboration dans les instances régionales et internationales ont également été abordés.

« Il s'agit de voir comment conforter déjà la relation institutionnelle, notamment entre nos deux Parlements », a indiqué l'ambassadeur. Évoquant les expériences respectives du Gabon et du Togo en matière de bicaméralisme, il a souligné l'intérêt de développer les échanges entre les deux institutions afin de favoriser le partage de connaissances et de pratiques parlementaires.

Le diplomate a également relevé la nécessité de renforcer la concertation entre les deux pays au sein des instances régionales et internationales, dans le prolongement des liens qui les unissent et de leur communauté de destin.



Photo de famille à la suite de l'audience (Crédit photo : Assemblée nationale)

Cette audience témoigne de l'intérêt accordé au développement des relations entre le Togo et le Gabon, notamment à travers le renforcement des liens institutionnels et la coopération parlementaire.

Edem Dadzie

Coopération

Aného et Xiamen envisagent un partenariat de jumelage

La Commune des Lacs 1 et la métropole chinoise de Xiamen explorent les possibilités d'un jumelage destiné à renforcer leur coopération. Une visite de prospection a été effectuée le jeudi 29 octobre 2026 à Aného, chef-lieu de la commune, par la ministre, secrétaire générale de la présidence du Conseil, Sandra Ablamba Johnson, et l'ambassadrice de Chine au Togo, Wang Min.



Sandra Ablamba Johnson (d) et Wang Min (g)

Cette initiative intervient quelques jours après la visite d'État du président du Conseil en République populaire de Chine. Elle traduit une volonté de prolonger la coopération sino-togolaise à l'échelle des collectivités territoriales.

Accueillies par le sénateur-maire de la Commune des Lacs 1, Me Alexis Coffi Aquereburu, les deux personnalités ont découvert les potentialités de la ville d'Aného. La présentation a notamment mis en avant son patrimoine historique, ses atouts lagunaires et maritimes, son dynamisme économique ainsi que son potentiel touristique.

Les échanges ont ensuite porté sur les perspectives de rapprochement entre Aného et Xiamen, importante métropole portuaire du sud-est de la Chine. Les discussions ont permis d'examiner les premiers axes de collaboration et de prendre des engagements en vue de concrétiser progressivement ce partenariat.

Le projet ambitionne de favoriser des échanges réciproques et des réalisations bénéfiques aux deux collectivités. Pour les autorités locales, ce rapprochement pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de développement économique et de valorisation des atouts de la cité historique. La mairie prévoit de tenir les populations informées des prochaines étapes du processus.

TM

Togo - Chine/ Auspicious Ark

Les autorités togolaises accordent leur bénédiction à l'initiative

Le Togo accueille, depuis le 1er novembre 2026, le navire-hôpital militaire chinois Auspicious Ark, dans le cadre d'une mission médicale humanitaire d'une semaine.



Jean-Marie Tessi (au milieu), accueille les responsables de la mission (Crédit photo : sante.gouv.tg)

Cette initiative de coopération sanitaire ambitionne de consulter, de soigner et d'opérer près de 3 000 personnes, offrant ainsi à de nombreux Togolais un accès à des prestations médicales et chirurgicales spécialisées.

Véritable hôpital flottant, doté d'équipements médico-chirurgicaux modernes et d'un laboratoire de pointe, le navire dispose de capacités techniques lui permettant d'assurer des consultations, des examens et des interventions chirurgicales dans plusieurs spécialités.

L'arrivée de l'Auspicious Ark illustre une nouvelle fois la vitalité du partenariat stratégique et de l'amitié entre la République togolaise et la République populaire de Chine.

Cette opération médicale vient ainsi renforcer les efforts du Togo, sous le leadership de Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, en faveur d'un accès équitable et inclusif de toutes les populations à des soins de santé de qualité.

L'équipe médicale chinoise a été accueillie à son arrivée par le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances, Jean-Marie Koffi Ewonoule Tessi et Wang Min, ambassadrice de la République populaire de Chine au Togo, entourés des autorités médicales des armées togolaises.

TM

Appel à candidatures pour le recrutement du Directeur Général du Groupement Interbancaire Monétique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (GIM-UEMOA)

Le GIM-UEMOA recherche une personne expérimentée pour le poste de Directeur Général.

Présentation du GIM-UEMOA

Le GIM-UEMOA est l'organisme de gouvernance, de tutelle et de gestion de la monétique régionale dans l'UEMOA. Il a été créé en 2003 par la BCEAO et les banques dans le but de mettre en œuvre un système monétique interbancaire régional de retrait et de paiement électronique. Aujourd'hui, il fédère 136 membres (banques, établissements financiers et postaux, structures de microfinance et établissements de monnaie électronique).

Ses missions sont :

- Assurer de manière efficace et efficiente la gestion de la plateforme régionale de paiement couvrant les services de *Switching* et de *Processing* pour le compte et dans l'intérêt des membres ;
- Promouvoir les systèmes et moyens de paiement électroniques auprès des secteurs bancaires et financiers, des administrations et des populations de l'UEMOA ;
- Assurer l'interopérabilité, la compensation et la sécurité des transactions électroniques entre les acteurs ;
- Gérer, au nom et pour le compte des acteurs qui le souhaitent, des produits et services à forte valeur ajoutée ;
- Assurer une veille technologique et réglementaire ainsi que la conformité aux normes régionales et internationales.

Banque

CBI Togo confie sa direction à Michel Kodzo Gafan et Jean-Marie Kompaoré

Coris Bank International Togo ouvre une nouvelle étape de son développement avec une équipe dirigeante renouvelée. Michel Kodzo Gafan prend les fonctions de directeur général, tandis que Jean-Marie Kompaoré rejoint l'établissement comme directeur général adjoint. Cette nouvelle gouvernance entend consolider les acquis de la banque, renforcer son positionnement sur le marché togolais et soutenir davantage le financement de l'économie.



Jean-Marie Kompaoré (g) et Michel Kodzo Gafan (d)

Fort de plus de 25 ans d'expérience professionnelle, Michel Kodzo Gafan dispose d'un parcours construit notamment au sein du groupe Ecobank. Diplômé d'un Executive MBA de HEC Paris et titulaire d'un certificat en entrepreneuriat et innovation de Babson College, aux États-Unis, il a exercé plusieurs responsabilités régionales et opérationnelles. Son expérience couvre le développement commercial, le financement des entreprises, la gestion des risques et le pilotage de la performance bancaire.

À ses côtés, Jean-Marie Kompaoré apporte près de 30 années d'expérience dans le secteur. Ancien directeur général adjoint de Coris Bank International Bénin, il a également occupé des fonctions dans les domaines de la finance, du contrôle, des opérations et de la gouvernance au sein du groupe. Sa nomination traduit notamment la volonté de favoriser la circulation des compétences et le partage des pratiques entre les différentes filiales.

Le financement des entreprises au cœur des priorités

La nouvelle équipe entend placer le financement de l'économie togolaise parmi ses principaux axes d'intervention. Une attention particulière sera accordée aux entreprises, notamment aux Petites et moyennes entreprises (PME), à travers des solutions adaptées à leurs besoins et à leurs projets.

Cette orientation devra toutefois s'accompagner d'une gestion rigoureuse des risques, d'une amélioration de la qualité du portefeuille de crédits et d'une consolidation de la rentabilité. La mobilisation des ressources et la maîtrise des charges figurent également parmi les priorités annoncées.

La transformation numérique constitue un autre chantier. CBI Togo prévoit de développer des services financiers plus accessibles, simples et sécurisés, tout en améliorant les parcours clients. L'établissement entend également renforcer la qualité de l'accueil, la rapidité de traitement des opérations et la prise en charge des réclamations.

À travers cette réorganisation, la banque affiche une ambition qui dépasse la croissance de ses activités. Elle souhaite renforcer la confiance de sa clientèle, améliorer son efficacité opérationnelle et consolider sa contribution au financement des entreprises et au développement économique du Togo.

La rédaction

Produits pétroliers

Le Togo porte la subvention à 34,2 milliards FCFA en 2026

Le gouvernement togolais renforce son soutien au secteur pétrolier. Dans le projet de collectif budgétaire 2026, l'enveloppe destinée à la subvention des produits pétroliers augmente de 20 milliards FCFA, pour atteindre 34,2 milliards, contre 14,2 milliards initialement inscrits dans la loi de finances. Cette révision intervient après deux hausses des prix à la pompe cette année.

Le montant prévu dépasse celui consacré à cette mesure en 2025, estimé à près de 25 milliards FCFA. L'exécutif entend ainsi amortir une partie du renchérissement des coûts d'approvisionnement et limiter son incidence sur les consommateurs.

La hausse des dépenses s'explique notamment par la flambée du pétrole brut. Le Brent, référence pour une partie des échanges mondiaux, a dépassé 100 dollars le baril en septembre. Le 10 septembre, il a clôturé à 107,63 dollars, sur fond de tensions géopolitiques et d'inquiétudes sur les approvisionnements.

Le conflit au Moyen-Orient et les perturbations des routes maritimes du Golfe et de la mer Rouge accentuent cette incertitude. Le détroit d'Ormuz est particulièrement stratégique : environ 20 % du pétrole mondial y transite. Toute perturbation peut renchérir les coûts pour les pays importateurs.

Depuis le début de 2026, le Brent est passé d'environ 70 dollars le baril à un sommet de 126,41 dollars, atteint le 30 avril. Pour le Togo, cette évolution alourdit la facture des importations.

Deux révisions des prix à la pompe

Les tensions internationales ont déjà eu des effets sur les tarifs nationaux. Le 11 septembre 2026, le gouvernement a relevé le prix du super sans plomb de 725 à 817 FCFA le litre, soit 92 FCFA de plus. Le gasoil est passé de 750 à 766 FCFA. Le mélange deux-temps a augmenté de 811 à 896 FCFA, tandis que le pétrole lampant est passé de 1 040 à 1 056 FCFA.

Cette grille tarifaire est intervenue un peu plus de trois mois après la révision du 27 mai. Le super sans plomb était alors passé de 680 à 725 FCFA le litre et le gasoil, de 695 à 750 FCFA.

L'augmentation de la subvention doit absorber une partie des surcoûts sans les répercuter intégralement sur les usagers. Elle vise également à contenir les effets indirects de la hausse des carburants sur les transports, la production et les prix des biens et services. Son efficacité dépendra toutefois de l'évolution des cours mondiaux et de la capacité de l'État à maintenir cet effort.

Cette intervention cherche à éviter une transmission brutale des variations mondiales aux ménages et entreprises. Elle représente néanmoins une dépense supplémentaire pour le budget national, déjà sollicité.

Edy Alley

Togo

20 bénéficiaires concentrent plus de la moitié des dépenses fiscales

Les avantages fiscaux accordés par l'État togolais profitent à un nombre restreint d'acteurs économiques. En 2025, les vingt premiers bénéficiaires ont absorbé 52,83 % du coût total des dépenses fiscales, évalué à 174,7 milliards de FCFA. Ce montant représente les recettes auxquelles le Trésor renonce au moyen d'exonérations, de réductions d'impôts et d'avantages douaniers. Il a progressé de 6,4 % par rapport à 2024, selon le rapport du Conseil national de suivi et d'évaluation des dépenses fiscales (Conedef).

Le classement est dominé par Lomé Container Terminal (LCT). Le manutentionnaire a bénéficié de 25,4 milliards de FCFA, soit 14,54 % de l'ensemble des dépenses fiscales recensées. La compagnie aérienne Asky arrive en deuxième position, avec 15,8 milliards de FCFA, représentant 9,04 %. À elles seules, ces deux entreprises concentrent près d'un quart du coût total des mesures recensées.

Les entreprises bénéficient directement de 57 % des dépenses fiscales. Les dispositifs profitant à la fois aux entreprises et ménages en représentent 39,1 %. Dans leur forme, les exonérations constituent l'essentiel de l'effort consenti par l'État : elles comptent pour 90,1 % du coût total.

L'évaluation du Conedef, fondée sur les données de l'Office togolais des recettes (OTR), fait état d'une augmentation de 10,6 milliards de FCFA en un an. Les dépenses fiscales sont passées de 164,1 milliards en 2024 à 174,7 milliards en 2025. Elles équivalent à 19,1 % des recettes liquides et à 2,6 % du produit intérieur brut (PIB).

Cette progression recouvre des évolutions différentes selon les prélèvements. Le coût des mesures relatives à l'impôt sur



les sociétés (IS) est passé de 42,8 milliards de FCFA en 2024 à 56 milliards en 2025. Celui des allègements de patente a également augmenté, passant de 3,7 à 10,6 milliards. En revanche, les dépenses fiscales liées à la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ont diminué, de 70,3 à 58,1 milliards de FCFA.

Cette baisse s'explique par une modification de la méthode de déclaration de certaines entreprises de commercialisation des produits pétroliers. Leur base de calcul repose désormais sur la marge plutôt que sur le chiffre d'affaires. Le recul ne traduit donc pas nécessairement une réduction des avantages accordés.

Mieux mesurer les retombées des avantages

Les exonérations peuvent contribuer à attirer les investissements, soutenir des secteurs d'activité et encourager la création d'emplois. Leur concentration et coût soulèvent toutefois la question des bénéfices obtenus en contrepartie des recettes abandonnées. L'enjeu consiste à vérifier si les avantages consentis produisent des retombées suffisantes pour l'économie et la collectivité.

La stratégie de mobilisation des recettes 2027-2031 prévoit une rationalisation des avantages fiscaux. Cette orientation vise à mieux cibler les dispositifs et à apprécier leurs effets sur l'activité. Le gouvernement ambitionne de porter les recettes fiscales à plus de 2 100 milliards de FCFA en 2031, contre un peu plus de 1 000 milliards projetés pour 2026. La réalisation de cet objectif dépendra de la capacité à concilier incitations économiques et élargissement des ressources publiques.

E. A

Potasse et Phosphates

Pourquoi Washington se positionne sur les futurs projets africains

La potasse et les phosphates sont essentiels à la fabrication des engrais agricoles. En Afrique, si la filière phosphatière bénéficie d'un ancrage historique dans plusieurs pays producteurs, celle de la potasse reste encore à développer.

Dans une note publiée vendredi 30 octobre, la société minière australienne PhosCo Ltd a annoncé la désignation de CrossBoundary par le gouvernement américain pour piloter un programme d'environ 1,5 million USD destiné à accompagner la mise en valeur de son projet de phosphate Gasaat, en Tunisie. Au-delà de ce cas, l'initiative illustre le positionnement progressif de Washington comme partenaire du développement de nouveaux projets africains de minéraux utilisés dans la fabrication d'engrais.

Le programme, financé par le département d'État américain et prévu sur deux ans, confie à CrossBoundary la mission d'aider PhosCo à mobiliser jusqu'à 100 millions USD de capitaux privés autour de Gasaat, à identifier des investisseurs et des acheteurs susceptibles de conclure des contrats d'approvisionnement à long terme, ainsi qu'à nouer des partenariats avec des fournisseurs américains d'équipements et de technologies. Une coordination avec l'International Development Finance Corporation (DFC) sera notamment explorée concernant la structuration du financement. À travers cette initiative, Washington cherche à favoriser l'accès de ses entreprises à de futurs approvisionnements en phosphate, tout en positionnant ses investisseurs et industriels sur ce projet qui prévoit une mine d'une capacité annuelle de 1,5 million de tonnes sur une durée de vie de 46 ans.

Une démarche similaire se dessine autour du projet de potasse Banio, porté par Millennial Potash au Gabon. La société a obtenu en juillet 2025 une subvention de 3 millions USD de la DFC pour faire avancer le développement du projet, notamment à travers la réalisation d'une étude de faisabilité définitive (DFS). La future mine est actuellement envisagée avec une capacité de production annuelle de 800 000 tonnes. L'agence américaine indique par ailleurs examiner la possibilité d'apporter ultérieurement un financement à la construction de la mine et des infrastructures nécessaires à son exploitation.

Deux ressources devenues stratégiques pour Washington

Gasaat et Banio ont en commun de porter sur deux matières premières indispensables à la fabrication des engrais agricoles. La potasse fournit le potassium, tandis que les phosphates apportent le phosphore, deux des trois éléments qui composent les engrais NPK, aux côtés de l'azote. Leur intérêt pour Washington intervient après leur intégration en 2025 à la liste américaine des minéraux critiques. Actualisée tous les deux ans, cette liste recense les ressources dont l'approvisionnement présente des risques de perturbation et dont la disponibilité est jugée importante pour l'économie et la sécurité nationale.

Cette attention se renforce davantage avec les récentes tensions sur le marché des engrais. En juin 2026, la Maison-Blanche a déclaré une situation d'urgence liée aux risques pesant sur l'approvisionnement américain en engrais phosphatés. Les perturbations provoquées par les conflits dans les régions productrices et les mesures commerciales de certains grands fournisseurs ont notamment affecté les importations américaines, alors que la production nationale ne suffit pas à couvrir les besoins agricoles.

Pour faciliter les importations, Washington a ainsi autorisé, pour huit mois, la suspension de certains droits appliqués aux engrais phosphatés en provenance du Maroc, l'un des principaux producteurs mondiaux. Pour la potasse, la dépendance américaine est davantage structurelle, alors que les importations nettes ont couvert 92 % de la consommation du pays en 2025. Sur la période 2021-2024, le Canada représentait 79 % des importations américaines, devant la Russie (12 %) et Israël (3 %), selon l'US Geological Survey (USGS). Cette concentration des approvisionnements conforte l'intérêt pour Washington d'accélérer la diversification de ses sources.

À ce stade toutefois, le rapprochement américain autour de Gasaat et de Banio n'a débouché sur aucun engagement contraignant en matière d'investissement ou d'achat de leur future production. PhosCo précise notamment que toute opération de cette nature resterait soumise à un processus de diligence raisonnable, à des négociations et à l'approbation des parties concernées. Les prochaines étapes des programmes de coopération permettront donc de mesurer si cet intérêt se traduit effectivement par l'arrivée de capitaux américains ou par la conclusion de contrats d'approvisionnement.

Agence Ecofin

Réduire la pauvreté au Togo

Les piliers de l'engagement gouvernemental

Le gouvernement ambitionne de ramener le taux de pauvreté sous la barre des 15 % à l'horizon 2040. Pour y arriver, les initiatives ne manquent pas. Quels leviers entend-il donc mobiliser ? Éléments de réponse dans ce dossier.

Lutter contre la pauvreté devient une nécessité pour améliorer les conditions de vie de la population et stimuler le développement national. En mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté dans sa Vision 2040, le gouvernement entend améliorer le capital humain, transformer l'économie nationale, préserver l'environnement et stabiliser la cohésion nationale.



Faure Gnassingbé

Cadre de référence de l'action publique pour les quinze prochaines années, la Vision 2040 repose sur trois piliers fondamentaux : la transformation structurelle de l'économie, l'impulsion des investissements privés pour créer des emplois et le renforcement du dialogue pour stimuler la compétitivité.

En ambitionnant de doubler le niveau de vie moyen des citoyens et de ramener le taux de pauvreté sous la barre des 15 %, la Vision 2040 consacre le secteur privé comme le véritable moteur de la croissance. Ce choix marque un changement de règle d'un modèle économique historiquement porté par les dépenses publiques à une dynamique tirée par l'investissement privé. Pour réussir ce pari, l'État mise sur des secteurs stratégiques comme l'industrie, l'agro-industrie, la logistique, l'énergie, le numérique et les services à forte valeur ajoutée.

Dans cette logique, les plateformes d'impact, à l'image de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), joueront un rôle de premier plan.

Inaugurée en 2021, la PIA s'impose désormais comme l'un des moteurs industriels majeurs du Togo, grâce à sa forte capacité de stockage de conteneurs. Pour accroître son attractivité auprès des investisseurs, le gouvernement a annoncé son futur raccordement ferroviaire. Cet investissement stratégique répond à une ambition économique claire : aligner la PIA sur les objectifs de la Vision 2040.

Cette modernisation des infrastructures s'avère indispensable face à l'explosion du trafic au Port autonome de Lomé (PAL), qui, en dix ans, a vu son volume de marchandises passer de 311 500 équivalents vingt pieds (EVP) en 2013 à près de 1,9 million d'EVP en 2023. Une croissance qui confirme le statut du PAL comme unique port en eau profonde de la côte ouest-africaine, mais qui exige de nouveaux aménagements durables.

À terme, la nouvelle liaison ferroviaire portuaire permettra de basculer le transport des conteneurs sur les rails pour réduire le trafic des poids lourds sur les routes.

En parfaite synergie avec cette dynamique, le port sec d'Adétikopé, mis en service en 2022, soutient l'ambition du Togo de devenir le hub logistique dans la sous-région. Ce site stratégique permet de désengorger le port maritime et de fluidifier le transit de marchandises vers les pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger), tout en stimulant l'économie nationale.

Au-delà de son rôle logistique et de sa capacité à attirer les capitaux étrangers, la PIA est un levier social de premier plan pour lutter contre le chômage. Son but est de générer des milliers d'emplois directs et indirects pour les jeunes et les femmes, en misant sur le développement de compétences à travers des formations spécialisées.

Depuis son lancement, la plateforme revendique la création de plus de 3 000 emplois directs dans des secteurs clés tels que le textile, le soja et le bois. L'objectif final reste ambitieux : atteindre 35 000 emplois directs. Pour y parvenir, le gouvernement entend mettre l'accent sur le renforcement des partenariats public-privé et la modernisation continue des écosystèmes industriels du pays. Une démarche qui s'inscrit dans le droit fil de sa vision de porter le taux de pauvreté sous la barre de 15 %.

Le rôle des infrastructures portuaires

Le Port autonome de Lomé (PAL) s'impose comme l'atout majeur du pays pour attirer les investisseurs et mieux lutter contre la pauvreté. Unique port en eau profonde de la côte ouest-africaine capable d'accueillir des navires de dernière génération, il sert de hub stratégique pour les pays enclavés du Sahel.

Concentrant plus de 80 % des échanges extérieurs nationaux, le PAL a vu son trafic global progresser de 1,85 % en 2024 pour atteindre 30,6 millions de tonnes, avec des perspectives encourageantes pour les années à venir. Classé parmi les 100 meilleurs ports au monde, il offre de vastes opportunités pour capter les investissements privés nécessaires à l'atteinte des objectifs nationaux.

Ces projets en perspective pour relever les défis

Pour relever le défi de la baisse de la pauvreté, des initiatives structurantes sont en déploiement pour stimuler le secteur privé local d'ici 2040. C'est notamment le cas du projet d'Agbélouvé, qui s'inscrit dans la stratégie nationale de modernisation industrielle. Ce futur pôle vise à renforcer la transformation locale afin de réduire l'exportation de matières premières brutes. Idéalement situé, il permettra de décongestionner la capitale et de créer un nouveau pôle de développement à l'intérieur du pays.

Aligné sur la Vision 2040 et porté par l'investissement privé, le futur parc agro-industriel et énergétique de Kara est en préparation. Ce projet stratégique vise à industrialiser le nord du pays et à y créer des milliers d'emplois qualifiés pour lutter contre la pauvreté.

En associant production agricole et énergies renouvelables, le gouvernement entend moderniser l'économie locale, rehausser le niveau de vie des producteurs et réduire les importations alimentaires. Bref, réduire la pauvreté dans sa globalité.

Améliorer le climat des affaires pour réduire la pauvreté

Attirer les investisseurs et promouvoir le développement du secteur privé local peut permettre d'agir durablement sur la pauvreté. Pour ce faire, le gouvernement compte poursuivre les efforts d'amélioration du climat des affaires pour sécuriser les investisseurs privés et locaux. Ce faisant, il entend agir sur la pauvreté en vue d'atteindre son objectif.

Déjà, plusieurs initiatives permettent de créer un cadre d'investissement propice. Le pays s'engage à créer un environnement commercial propice à la croissance et à la protection des consommateurs. Cette orientation inclut le renforcement des mécanismes de régulation, la lutte contre les pratiques commerciales abusives et la promotion d'un marché plus transparent. Dans cette

perspective, la protection du consommateur devient un pilier essentiel de la politique commerciale nationale, garantissant un équilibre entre développement économique et justice sociale.
L'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'investissement privé constituent un levier central de la stratégie publique globale. Il est question de rendre l'environnement économique plus attractif et favorable aux initiatives entrepreneuriales.

Pour dynamiser le secteur privé, dont la lutte contre la pauvreté dépend, le gouvernement a entrepris ces dernières années plusieurs réformes. La digitalisation des procédures douanières et commerciales via le « Togo Trade Portal » et la dématérialisation de documents, comme le certificat d'origine, permettent de réduire les délais.

D'autres réformes portent sur l'amélioration du climat des affaires, le renforcement de l'administration publique, le soutien à l'entrepreneuriat et la modernisation des infrastructures.

L'intégration des différents services publics (sanitaires et fiscaux) au sein d'un guichet unique électronique limite dorénavant les tracasseries, accélère la prise en charge et réduit considérablement les coûts.

Un accent particulier est également mis sur le renforcement de la gouvernance économique, de l'éthique et de la transparence dans les marchés publics grâce à la digitalisation des procédures d'appel d'offres, renforçant ainsi la confiance des investisseurs privés.

L'ensemble de ces réformes, déjà mises en œuvre de façon progressive, témoigne d'une volonté d'accorder une place centrale à l'investissement privé dans la vision structurelle 2040, qui est de réduire la pauvreté.



Le soutien du gouvernement au secteur privé pour dynamiser son investissement et promouvoir les entreprises locales, passe également par d'autres projets.

C'est le cas de l'initiative visant la création d'une banque nationale d'investissement pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME). Une fois mise en place, cette banque devra faciliter l'accès au financement et agir comme un instrument de transformation économique. Elle pourrait aussi proposer des financements adaptés, participer au développement des secteurs stratégiques tels que le commerce et s'aligner sur les réformes visant à améliorer l'environnement des affaires au Togo.

Toujours dans le sens de l'accompagnement du secteur privé pour réduire la pauvreté, l'on note la réforme de la CCI-Togo pour la rendre plus dynamique et inclusive.

Des concertations régulières entre le gouvernement et le patronat, à l'instar de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET) pour co-construire la feuille de route 2026-2031 et la trajectoire 2040, témoignent à suffisance de la place qu'accorde l'État au secteur privé.

Une nouvelle alliance avec les PPP

Faisant du partenariat public-privé (PPP) le fer de lance de son développement, le Togo promeut plusieurs initiatives pour favoriser le développement dudit partenariat. La démarche du pays passe par la mise en place d'un ensemble juridique, la création d'institutions spécialisées et des initiatives régionales.

Pour renforcer, par exemple, le cadre législatif, la loi n° 2021-034 relative aux contrats de PPP a été adoptée par l'Assemblée nationale le 31 décembre 2021. Elle a pour objectif d'offrir une meilleure visibilité juridique aux investisseurs et de garantir une répartition équilibrée des risques en vue de stimuler les investissements privés.

Dans la même logique, celle de promouvoir l'accompagnement du privé, le gouvernement a créé des institutions dédiées comme Togo Invest, pour servir d'interface stratégique entre l'État et le secteur privé. Il est ainsi confié à cette institution des projets structurants et des initiatives à fort impact socio-économique, notamment dans les domaines du développement logistique et de la création de corridors de transport modernes.

Pour mieux promouvoir les PPP, le Togo bénéficie de renforcements de capacités réguliers d'institutions comme la Banque africaine de développement (BAD). Des projets spécifiques de renforcement de l'environnement sont déployés pour former des décideurs publics dans les PPP pour savoir mieux associer les acteurs privés.
En amont, le gouvernement entend mettre un accent particulier sur les filets sociaux. Des initiatives comme le transfert monétaire aux couches vulnérables seront renforcés pour maintenir à flot le pouvoir d'achat des populations.

Quid des défis liés à la lutte contre la pauvreté ?

La réduction de la pauvreté à l'horizon 2040 passe par un meilleur accompagnement des entreprises privées, appelées à devenir de véritables levers de développement.

Transformer l'économie à l'horizon 2040 grâce à l'investissement privé et aux entreprises locales exige de surmonter des défis structurels critiques. Le principal enjeu réside dans la viabilité des entreprises, souvent freinées dans leur croissance par des difficultés de financement, une fiscalité inadaptée et un accès limité à l'énergie et au foncier. De plus, des freins socioculturels, notamment les inégalités entre hommes et femmes en matière d'accès à la propriété foncière, ainsi que le déficit de compétences managériales et l'inadéquation des formations limitent la contribution du secteur.

La disparité régionale constitue un défi à la lutte contre la pauvreté. Le taux de pauvreté est nettement plus élevé en milieu rural (environ 58,2 %) qu'en milieu urbain (26,2 %), avec des zones particulièrement touchées dans les régions du nord et de l'intérieur du pays.
La faible utilisation des intrants dans l'agriculture qui représente pourtant une part importante du PIB, pourrait retourner contre le pays, dont la population ne cesse de croître.

Un autre défi reste le poids de l'informel sur l'économie nationale. Cette situation réduit l'assiette fiscale de l'État, limite la protection sociale des travailleurs et freine une croissance plus inclusive. Pis, elle prive l'État de ressources indispensables pour conduire à bien ses objectifs.



Face à ce constat, le gouvernement entend maintenir le cap des réformes et diversifier ses partenaires en vue de relever les défis qui s'imposent en termes de lutte contre la pauvreté.

Caleb Akponou

COP31

Le Togo veut mobiliser près de 4 milliards de dollars pour financer 43 projets climatiques

À l'occasion de la 31e Conférence des parties sur le climat (COP31), prévue à Antalya, en Turquie, le Togo entend mobiliser 3,97 milliards de dollars pour financer un portefeuille de 43 projets destinés à renforcer la résilience du pays face aux effets du changement climatique. À travers cette initiative, Lomé ambitionne de transformer ses engagements environnementaux en investissements concrets, capables de protéger les populations, les infrastructures et les secteurs stratégiques de l'économie nationale.

Élaboré sous la coordination du ministère chargé du Changement climatique, dirigé par Komla Dodzi Kokoroko, ce portefeuille constitue une véritable feuille de route pour orienter les financements climatiques. Il couvre plusieurs domaines prioritaires, notamment l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la gestion des ressources en eau, la protection du littoral, la préservation des forêts et de la biodiversité, ainsi que la prévention des catastrophes naturelles.

L'urgence est réelle pour le Togo. Bien qu'il ne contribue qu'à une infime partie des émissions mondiales de gaz à effet de serre, estimée à 0,02 % en 2019 selon le Fonds monétaire international, le pays reste particulièrement vulnérable aux dérèglements climatiques. Les inondations récurrentes, les épisodes de sécheresse, la dégradation des terres et l'érosion côtière constituent autant de menaces pour les populations et les activités économiques. Sur le littoral, où se concentrent environ 42 % de la population et plus de 90 % des activités économiques formelles, le recul du trait de côte peut atteindre 20 mètres par an dans certaines zones.



Face à ces défis, le Togo multiplie les initiatives environnementales. Le projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (PGICT), les programmes de restauration des paysages forestiers, les actions de reboisement et les efforts de protection du littoral illustrent cette volonté de renforcer la résilience écologique. Le pays mise également sur le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'assainissement, ainsi que la promotion de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement.

Les besoins financiers restent néanmoins considérables. La mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national pour la période 2020-2030 nécessite plusieurs milliards de dollars, dont une part importante dépend de l'appui des partenaires internationaux. La Banque mondiale estime notamment à environ 4,2 milliards de dollars les besoins d'appui extérieur pour accompagner les engagements climatiques du pays.

À Antalya, l'enjeu sera donc de convaincre les bailleurs de fonds, les institutions financières et les investisseurs privés de soutenir ces 43 projets. En présentant un portefeuille structuré plutôt que des initiatives dispersées, le gouvernement espère faciliter la mobilisation des ressources et accélérer leur mise en œuvre.

Pour le Togo, la COP31 représente ainsi une opportunité stratégique : faire reconnaître sa vulnérabilité climatique et obtenir les moyens nécessaires pour concilier développement économique, protection de l'environnement et sécurité des populations.

La Rédaction

Africa Diamond Invest,

Une nouvelle SGI sur le marché financier au Togo

Le paysage financier togolais accueille un nouvel acteur. Africa Diamond Invest (ADI), filiale du groupe Afriland First Holding fondé par l'homme d'affaires camerounais Paul Kammogne Fokam, a obtenu l'agrément de l'Autorité des marchés financiers de l'Umoa (AMF-Umoa) pour exercer en qualité de société de gestion et d'intermédiation (SGI).

Basée à Lomé et dotée d'un capital social d'un milliard de FCFA, l'entreprise a reçu son autorisation le 27 octobre 2026. Elle devient ainsi la deuxième SGI implantée au Togo, après SGI Togo SA, et la 38e société agréée sur le marché financier régional de l'Umoa.

Les SGI jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement du marché boursier. Elles servent d'intermédiaires entre les investisseurs et la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Elles permettent notamment d'acheter et de vendre des actions et des obligations, d'ouvrir et de gérer des comptes-titres, d'assurer la conservation des placements et de conseiller les investisseurs dans leurs décisions financières.

Avec cet agrément, Africa Diamond Invest pourra notamment intervenir dans la négociation de titres, le placement de valeurs mobilières, la gestion de portefeuilles et la création de fonds d'investissement. La société ambitionne de déployer ses activités dans les huit pays de l'Uemoa, en s'appuyant sur le Togo comme point de départ de son expansion régionale.



Africa Diamond Invest est une filiale du groupe Afriland First Holding

Sa gouvernance est assurée par Fondjo Guy Laurent, président du conseil d'administration, et Kwenda Feutat Simplot, directeur général.

L'arrivée d'Africa Diamond Invest devrait contribuer à renforcer l'offre de services financiers au Togo, à diversifier les possibilités d'investissement et à stimuler la participation des investisseurs au marché financier régional.

La rédaction

Me ALOEYI Komlan HUISSIER DE JUSTICE 06 BP 734 Tél: 22 51 95 70 00 30 10 68 LOME REPUBLIQUE TOGOLAISE

ASSIGNATION EN PAIEMENT DU SOLDE DU PRIX DE VENTE

COPIE

L'an deux mille vingt-six

Le jeudi 05 novembre à 12 heures 40 minutes :

A la requête de **Monsieur BOUREIMA Mohamadou**, mécanicien, demeurant et domicilié à Lomé quartier Agoè. Tél : 90 52 70 31 / 93 18 81 38. représenté par Monsieur GBESSE Kwami Agbemavo ;

J'ai

NOUS ALOEYI Komlan
Huissier de Justice Près le Tribunal
De Grande Instance et la Cour d'Appel
De Lomé 05 BP 734 Tél: 22 51 95 70
Près la Gare Routière Agbalépédogan
Côté Ouest Angle Immeuble Bar ALIBI

Donné assignation à :

Monsieur LY IBRAHIMA Thierno, gérant de la société MENEMA – TOGO Sarl, demeurant et domicilié en GUINEE de passages réguliers à Lomé. S/C Tel : 79 78 46 99 : où étant et parlant à : le destinataire n'ayant ni domicile ni résidence connu et après avoir multiplié des faux rendez-vous avec nos appels téléphoniques j'ai procédé par affichage à la porte principale de l'auditoire du tribunal de commerce de Lomé conformément aux dispositions de l'article 58 du code de procédure civile

A comparaître le **Mercredi dix-huit (18) Novembre 2026 à huit (08) heures du matin**. jours et heures suivant s'il y a lieu par-devant le tribunal de commerce de Lomé :

POUR :

Attendu que d'avril 2026 à Juillet 2026 M. BOUREIMA Mohamadou mécanicien de son état a vendu à la société MENEMA – TOGO Sarl une série de machine d'occasion industrielle, d'un bœuf et d'un mouton à l'occasion de la fête de Tabaski du 17 Mai 2026, Attendu que le prix global s'élève à **vingt neuf millions soixante neuf mille cinq cent (29 069 500) F CFA** ;

Attendu qu'un paiement partiel de **dix neuf millions cinq cent (19 000 500) F CFA** a été effectué jusqu'à la date du 22 Juillet 2026 date à laquelle la dernière machine a été. livré :

Attendu que la dernière machine fut une machine à broyer ;

Attendu que par engagement en date du 27 Juillet 2026, MENEMA – TOGO Sarl a exigé que M. BOUREIMA Mohamadou fasse le suivi de la machine à broyer pour une période d'un (01) mois ;

Attendu qu'a l'écoulement des un mois le reste du reliquat dû de **dix millions soixante-neuf mille cinq cent (10 069 500) F CFA** devrait être payer ;

Attendu que ce reliquat reste jusqu'à présent impayé ;

Attendu que MENEMA – TOGO Sarl invoque que les machines sont en mauvais état de fonctionnement ;

Attendu que MENEMA – TOGO Sarl demande l'annulation de toute la vente et réclame le remboursement de **dix-neuf millions (19 000 000) F CFA** qu'il a partiellement soldé ;

Attendu que MENEMA – TOGO Sarl exploite les machines sans interruption jusqu'à ce jour ;

Attendu que selon la jurisprudence de la cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA « si l'acheteur a fait tourner la machine et a produit avec, il a accepté la chose »

Attendu qu'en droit la vente est déclarée valable lorsque les parties s'accordent sur le prix et la chose ;

Attendu que MENEMA – TOGO Sarl après Six (06) mois d'exploitation des machines ne rapporte aucune preuve d'un vice, aucune expertise contradictoire ;

Attendu que lors d'un entretien le 24 Septembre 2026 dans le cabinet d'huissier étude Maitre Cyprien E. SANSANG, le comptable de MENEMA – TOGO Sarl a avoué que les machines ne sont pas en mauvais état, mais en réalité son patron a commandé de nouvelles machines neuves en chine et demande à M. BOUREIMA Mohamadou de venir récupérer les siennes pour échapper au paiement du solde ;

Attendu que MENEMA – TOGO Sarl fait preuve de mauvaise foi caractérisée et de la résistance abusive ;

Attendu que M. BOUREIMA Mohamadou est donc créancier d'une somme certaines, liquide et exigible ;

PAR CES MOTIFS

Il est demandé au tribunal

En la forme :

- Déclarer la présente action recevable ;

Au fond :

- Dire et juger que la société MENEMA – TOGO Sarl est mal fondée à invoquer un mauvais état de fonctionnement des machines après six (06) mois d'utilisation ;
- La condamner à payer à M. BOUREIMA Mohamadou la somme principale de **dix millions soixante neuf mille cinq cent (10 069 500) F CFA** au titre du solde du prix de vente

2

- La condamner à payer la somme de **Un million cinq cent dix mille quatre cent vingt-cinq (1 510 425) F CFA** à titre de dommages – intérêts pour résistance abusive et retard de paiement ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision nonobstant appel et sans caution ;
- La condamner aux entiers dépens ;

PJ :

- Reçus de vente
- Engagement du 27 septembre 2026

SOUS TOUTES RESERVES

A CE QU'ELLE N'EN IGNORE

Et je lui ai ; étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie du présent exploit dont le coût est de _____ **F CFA**.

L'HUISSIER

Me ALOEYI Komlan HUISSIER DE JUSTICE LOME - TOGO

Astuces psychologiques

L'attention portée aux autres, un puissant atout de séduction

Si vous voulez être séduisant, plutôt que de consacrer beaucoup de temps et d'argent à changer votre apparence, concentrez-vous davantage sur votre comportement. Voici cinq astuces psychologiques pour renforcer votre pouvoir de séduction.

Apprenez à vous entendre avec les autres

D'après des études, les personnes sociables sont jugées plus attirantes lors d'une première rencontre. En effet, elles manifestent davantage d'émotions positives : Elles sont enjouées, sourient souvent et parlent d'un ton qui dénote de la convivialité et de la confiance en soi.

Cela s'explique par le fait que, généralement, ces personnes aiment interagir avec les autres. Même si vous n'êtes généralement pas du genre à fréquenter beaucoup de monde, vous pouvez commencer à adopter ces comportements avec un peu d'effort.

Si vous avez tendance à vous isoler et que vous préférez rester seul, vous serez peut-être encouragé par des études montrant que les personnes présentant ce trait de caractère prennent plaisir à faire l'effort d'être sociables et de se mêler aux autres plus qu'elles ne le pensent.

Écoutez attentivement et montrez de l'intérêt pour les autres

Les fans de l'acteur de cinéma, Tom Cruise, affirment qu'il a le don de vous donner l'impression que vous parler est la seule chose qui lui importe. L'humoriste et ancien animateur de late-night, Stephen Colbert a un jour salué l'attention avec laquelle Taylor Swift (Auteure-compositrice-interprète et musicienne américaine) avait écouté sa fille, alors âgée de 14 ans, lors de leur rencontre.

Tout cela va dans le sens d'études montrant que les gens semblent plus attirants lorsqu'ils font preuve d'un réel intérêt dans les conversations et posent des questions complémentaires sur les réponses de leurs interlocuteurs.

Par conséquent, un autre moyen simple de renforcer votre pouvoir de séduction consiste à manifester un intérêt sincère pour mieux connaître les autres et à poser des questions qui témoignent d'une curiosité authentique.



Ces personnes ont le sens de l'humour (Image trouvée en ligne)

Soyez généreux

Les résultats de diverses études montrent que les personnes qui font preuve de gentillesse et aident les autres sans rien attendre en retour sont considérées comme plus attirantes.

Par exemple, des recherches sur les qualités que les gens recherchent chez un partenaire amoureux montrent que la gentillesse est l'un des traits de caractère les plus recherchés, et certaines études ont même révélé qu'il s'agissait de la qualité la plus importante.

De plus, des études montrent que les visages peuvent être perçus comme plus attirants lorsqu'ils sont associés à une personne décrite comme gentille. Ces résultats suggèrent que le fait d'être gentil, d'aider les autres et de se montrer disposé à prendre en compte leurs besoins peut renforcer votre pouvoir d'attraction.

Ne vous prenez pas trop au sérieux

L'on entend souvent dire que les gens recherchent des partenaires amoureux dotés d'un sens de l'humour. Même les petites annonces de rencontre citent régulièrement la capacité à faire rire comme une qualité essentielle.

Des études viennent étayer cette idée. Lors d'expériences de « speed dating », ainsi que dans d'autres essais similaires visant à trouver un partenaire amoureux, les personnes dotées d'un sens de l'humour et capables de faire des remarques pleines d'esprit sont généralement considérées comme plus attirantes.

Cependant, en s'efforçant trop d'être drôle, on risque d'obtenir l'effet inverse de celui escompté. Par conséquent, la principale leçon à tirer de ces études est d'apprendre à prendre les choses avec légèreté, à voir le côté drôle de diverses situations et à éviter de se prendre trop au sérieux.

Faites preuve de créativité

Une théorie suggère que l'humour est attrayant car il peut être le signe de créativité et d'intelligence. Par ailleurs, la créativité elle-même est considérée comme attrayante car elle indique qu'une personne est capable d'apporter une contribution bénéfique aux autres.

Cette idée va dans le sens des études montrant que les poètes et les artistes ont généralement plus de partenaires amoureux au cours de leur vie que la moyenne des gens. Cela pourrait indiquer que certaines personnes sont plus attirantes, même si les preuves ne sont pas encore concluantes.

Un autre élément de preuve, peut-être plus convaincant, provient d'une étude montrant que ces mêmes visages étaient perçus comme plus attirants lorsqu'ils étaient présentés à côté d'un récit créatif décrit comme ayant été écrit par la personne à laquelle ce visage était associé.

Au vu de ces résultats, mettre en avant votre créativité pourrait être un autre moyen de renforcer votre attrait. Vous pourriez, par exemple, partager des poèmes que vous avez écrits ou montrer vos talents artistiques.

Edem Dadzie

Viande rouge

Toutes les informations à connaitre pour éviter une consommation nuisible

La viande rouge est une source intéressante de protéines, de fer et de vitamine B12. Ces nutriments jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'organisme.

Faut-il pour autant en manger tous les jours ? Non. L'idéal est de ne pas dépasser 500 g de viande rouge par semaine, toutes viandes rouges confondues.

Et contrairement à une idée reçue, il n'est pas nécessaire d'en consommer à chaque repas pour manger équilibré ou couvrir ses besoins nutritionnels.

« Les recommandations françaises sont de limiter les viandes rouges à 500 g par semaine maximum, ce qui correspond approximativement à trois ou quatre steaks, selon leur taille ».

Bœuf, porc, agneau : les mêmes limites pour toutes les viandes rouges ?

Oui. Le repère de 500 g par semaine concerne notamment le bœuf, le veau, le porc, l'agneau, le mouton et les abats. Il faut donc additionner les quantités consommées de ces différentes viandes, même si leur composition nutritionnelle varie.

Le morceau choisi fait aussi une différence. Un steak haché à 5% de matières grasses n'a pas la même teneur en lipides qu'un steak haché plus gras. De même, certains morceaux de bœuf ou de porc sont naturellement plus maigres que d'autres.

L'idée est surtout de ne pas se limiter à une seule catégorie d'aliments. La volaille, le poisson, les œufs et les légumineuses permettent de diversifier les sources de protéines et de varier les apports nutritionnels.

Il n'existe pas de nombre maximal officiel de repas par semaine consacré à la viande rouge. C'est avant tout la quantité totale consommée qui compte.

Concrètement, si vous mangez un steak de 150 g le lundi, une côte d'agneau de 150 g le mercredi et un rôti de bœuf dont vous consommez 150 g le dimanche, vous arrivez à 450 g sur la semaine. Vous restez donc sous le repère recommandé.

L'on peut donc en manger plusieurs fois dans la semaine, à condition de respecter la limite recommandée.

Réduire sa consommation ne signifie pas supprimer complètement la viande rouge de son alimentation. Quelques ajustements permettent de varier les repas sans renoncer au plaisir.

Quelques recommandations

Il faut alterner les sources de protéines et prévoir des repas sans viande : Remplacer certains repas de viande rouge par du poisson, de la volaille, des œufs ou des légumineuses, comme les lentilles, les pois chiches et les haricots est recommandé.

Adapter les portions : Une portion de 100 à 120 g par repas, deux à trois fois par semaine, permet de profiter de la viande sans consommer des quantités excessives.

Choisir les morceaux avec soin : Privilégier les morceaux maigres lorsque c'est possible, tout en gardant à l'esprit que la teneur en graisses varie selon les morceaux.

L'objectif n'est pas de compter minutieusement chaque gramme de viande rouge, mais de prendre progressivement de bonnes habitudes. Par exemple, remplacer un repas de viande rouge par un curry de pois chiches ou une salade de lentilles.



De la viande rouge (Image trouvée en ligne)

Rappel : Que risque-t-on si l'on mange de la viande rouge tous les jours ?

Une consommation excessive de viande rouge est associée à une augmentation du risque de cancer colorectal.

Plusieurs études suggèrent aussi un lien avec le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires, même si le niveau de preuve varie selon les maladies et les types de viande étudiés.

Cela ne signifie pas qu'une personne qui mange de la viande rouge tous les jours développera nécessairement une maladie. Le risque dépend notamment : Des quantités consommées ; Du type de viande ; Et des habitudes alimentaires dans leur ensemble.

E. Dadzie

Experte : Sophie Janvier, diététicienne-nutritionniste, chroniqueuse nutrition pour Le Mag de la Santé et autrice de La Méthode douce pour mieux manger (2022, éditions Leduc)

Désencombrement des espaces publics

La deuxième phase lancée dans le Grand Lomé

Chaque jour, des piétons sont contraints de quitter les trottoirs pour marcher sur la chaussée, à cause de l'encombrement des étalages. Une situation qui expose les usagers aux accidents et complique la circulation dans la capitale togolaise. Pour y remédier, le District autonome du Grand Lomé (DAGL) a engagé une nouvelle opération de libération des espaces publics, dont les modalités ont été présentées le mercredi 4 novembre 2026, lors d'une conférence de presse à Lomé.



Le présidium

Démarrée le 2 novembre, cette deuxième phase de désencombrement se poursuivra jusqu'au 20 novembre. Elle concerne principalement les trottoirs et les emprises des grandes artères bitumées et pavées du Grand Lomé. L'objectif est de mettre fin à l'occupation anarchique du domaine public par les étals, les comptoirs et les marchandises, afin de faciliter les déplacements et d'améliorer le cadre de vie.

Présidente du comité ad hoc chargé de cette lutte, la gouverneure du DAGL, Zouréhatou Tcha-Kondo Kassah-Traoré, a souligné les conséquences de cette occupation désordonnée. Outre les risques d'accidents pour les piétons, elle entrave le passage des véhicules de secours, des services de nettoyage et des livreurs. Elle contribue également à la dégradation de la salubrité et de l'image de la capitale.

« Rendre le trottoir aux piétons, c'est sauver des vies », a-t-elle déclaré, tout en précisant que l'opération ne vise pas à pénaliser les commerçants ambulants. Les autorités souhaitent plutôt encadrer les activités commerciales et encourager les occupants à rejoindre des emplacements appropriés et autorisés. La gouverneure a toutefois reconnu l'insuffisance des capacités d'accueil des marchés existants face à la croissance démographique.

Treize communes mobilisées

La mise en œuvre repose sur une organisation décentralisée. Le DAGL assure la coordination générale, tandis que les treize communes du district conduisent les opérations sur le terrain. Les préfets du Golfe et d'Agoè-Nyivé assurent leur supervision, avec l'appui des services techniques, des chefs de canton et des comités de développement à la base.

Cette phase a été précédée d'une campagne de sensibilisation engagée depuis le 18 septembre 2026. Au-delà du dégagement des voies, le défi sera de prévenir leur réoccupation et de garantir durablement la libre circulation. Les autorités comptent également sur les médias et les créateurs de contenus numériques pour informer les populations et favoriser leur adhésion à cette démarche.

Edy Alley

Établissements pénitentiaires

Lomé, Kara et Kpalimé disposent désormais de nouveaux équipements

Lomé, Kara et Kpalimé disposent désormais de nouveaux équipements destinés à renforcer la sécurité dans leurs établissements pénitentiaires.

Un portique de détection, un scanner de colis flambant neufs et des caissons de rangement pour les visiteurs et les avocats des détenus ont été installés dans les prisons de ces trois villes.

Ils ont été officiellement réceptionnés le 14 octobre 2026 par le ministre de la Justice et des Droits humains, maître Pâcome Adjourouvi, le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Madjoulba et le commandant du corps des surveillants de l'administration pénitentiaire, le colonel magistrat-militaire Dadjo Ograbako, ainsi que leurs collaborateurs respectifs.

Cette nouvelle dotation vise principalement à renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires et à améliorer les conditions de travail des surveillants.

Dans ces établissements pilotes, les opérations de contrôle et de fouille étaient jusqu'ici effectuées manuellement. Une situation qui pouvait rendre les contrôles plus difficiles et favoriser, volontairement ou non, l'introduction de produits ou objets interdits dans les prisons. Avec ces nouveaux équipements, les opérations de contrôle devraient gagner en efficacité et en fiabilité. Cette modernisation contribue ainsi au renforcement de la sécurité des détenus, des visiteurs et du personnel pénitentiaire.

À la prison civile de Lomé, l'investissement ne s'est pas limité à l'installation du portique et du scanner. Un local destiné à abriter les équipements a également été construit, avec des toilettes aménagées pour les visiteurs. Afin d'assurer la continuité du dispositif en cas de coupure d'électricité, un groupe électrogène de 88 KVA, a également été mis à la disposition des prisons concernées.

Les travaux d'installation des équipements sur les trois sites pilotes ont été confiés à l'entreprise Technique nouvelle et conseils (TNC).

Profitant de leur présence sur les lieux, les deux membres du gouvernement ont également effectué une visite de plusieurs installations de la prison. Ils se sont notamment rendus dans certaines cellules et à la salle de conférence nécessitant des travaux de réfection, ainsi qu'à la boulangerie et à la cuisine pour s'enquérir de l'état des lieux.

Cette visite a permis de prendre connaissance des besoins en matière d'entretien et d'amélioration des infrastructures pénitentiaires.

La rédaction

Téléphonie mobile au Togo

Sun King dévoile des smartphones EZ 3 et EZ 3 Pro avec un paiement flexible

Acteur majeur de l'énergie solaire hors réseau, l'entreprise Sun King continue de diversifier son offre au Togo. Ce mercredi 4 novembre 2026, la société a réuni à Lomé, des clients, jeunes et acteurs du numérique pour présenter sa toute nouvelle gamme de téléphonie mobile : les modèles EZ 3 et EZ 3 Pro.

Présente sur le marché télécoms depuis 2024, la marque applique désormais à la téléphonie la formule qui a fait son succès dans le solaire : le paiement échelonné Pay-As-You-Go. L'objectif est de permettre au plus grand nombre de s'équiper en smartphones récents sans pression financière.

Paiement échelonné et avantageux

Pour lever la barrière du coût initial, Sun King mise sur un système d'acomptes légers et de petites mensualités ou facturations journalières. Ainsi la version standard d'EZ 3 est accessible dès 9 000 FCFA d'acompte, puis 371 FCFA par jour. Tandis que la version avancée ou la EZ 3 Pro est vendue dès 12 000 FCFA d'acompte, puis 471 FCFA par jour.

Pour rassurer la clientèle, Sun King offre une période d'essai gratuite de 7 jours avant le démarrage des versements. Les appareils sont déjà en vente dans les 22 boutiques du réseau togolais de l'entreprise.

« Acheter et utiliser un téléphone aujourd'hui ne doit pas constituer un fardeau financier », a rappelé Aristide Azumah, Directeur Pays de Sun King Togo, soulignant l'engagement de la marque envers les étudiants, commerçants, conducteurs de taxi-moto et primo-accédants.

Chaque coffret est garanti 12 mois et livré clé en main avec son chargeur (câble + bloc), une coque, un film de protection d'écran et des écouteurs.

L'EZ 3 embarque un écran HD+ de 6,75 pouces avec un taux de rafraîchissement de 120 Hz, garantissant une navigation fluide et un affichage agréable. Il dispose de 4 Go de RAM, auxquels s'ajoutent 4 Go de mémoire virtuelle, ainsi que d'un processeur octa-core UNISOC T7250.

Caractéristiques techniques

Avec ses 64 Go de stockage interne extensibles jusqu'à 1 To, l'appareil offre suffisamment d'espace pour conserver applications, photos, vidéos et documents.

Son appareil photo arrière de 13 mégapixels, doté de fonctionnalités de reconnaissance de scènes par intelligence artificielle,



et sa caméra frontale de 5 mégapixels permettent de réaliser des photos et des appels vidéo adaptés aux usages quotidiens.

L'autonomie constitue un autre atout de cette nouvelle gamme. L'EZ 3 est équipé d'une batterie de 5 000 mAh conçue pour accompagner les utilisateurs tout au long de la journée, sans nécessiter des recharges fréquentes.

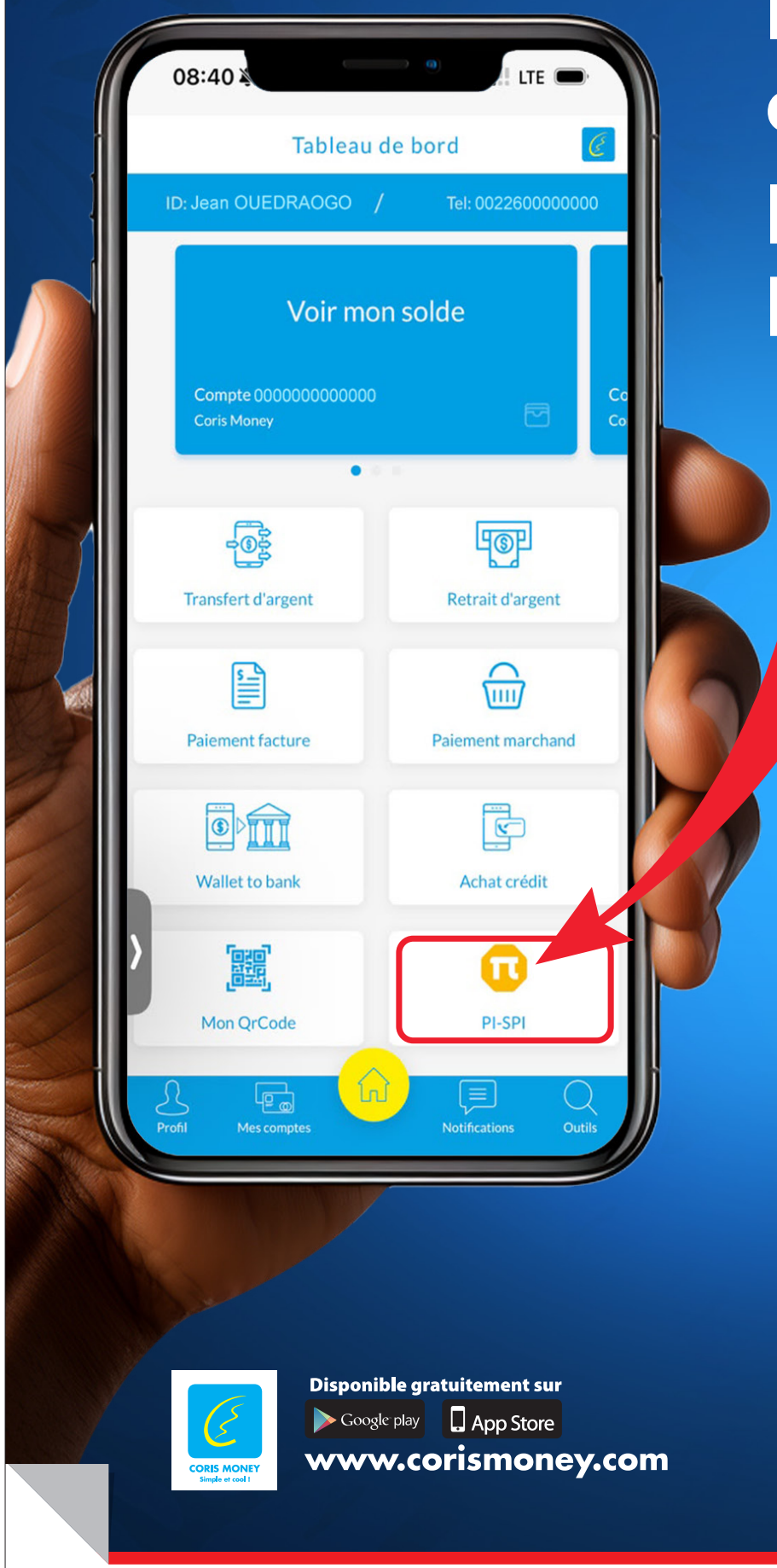
Le smartphone intègre également un système de verrouillage des applications par empreinte digitale, destiné à renforcer la protection des données personnelles. Sa certification IP54 lui confère une résistance à la poussière et aux éclaboussures, un avantage pour les utilisateurs évoluant dans des environnements exigeants.

Allier énergie et inclusion numérique

Touchant déjà près de 10 % de la population togolaise grâce à ses équipements solaires, la firme fondée en 2007 entend utiliser son réseau de distribution pour réduire la fracture numérique dans le pays. En couplant l'accès à l'électricité autonome avec des terminaux intelligents abordables, Sun King cherche à faciliter l'accès aux services digitaux, à l'éducation et aux opportunités économiques sur l'ensemble du territoire national

TM

Vos envois vers les porte-monnaies électroniques passent désormais par



PI-CORIS

À partir du
2 novembre 2026

0 F
avec CBI

Disponible gratuitement sur
Google play App Store
www.corismoney.com

CORIS MONEY
Simple et cool !

La Banque Autrement
https://togo.coris.bank

CORIS BANK INTERNATIONAL